



XIXth
**GLOBAL CHILD
NUTRITION FORUM**
• MONTREAL 2017 •

global child nutrition
FOUNDATION



Le XIX^e Forum mondial sur la nutrition infantile

Une passerelle vers le développement durable grâce aux programmes de repas scolaires : mobiliser les communautés à l'échelle locale, nationale, régionale et mondiale

Communiqué

Le XIX^e Forum était organisé par la Global Child Nutrition Foundation, en partenariat avec le Centre d'excellence contre la faim du Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies et le Club des petits déjeuners, avec le soutien de partenaires et d'experts d'organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, d'agences de l'ONU, de la société civile, d'universitaires, de chercheurs, du secteur privé, des médias et d'autres organismes.

Le Forum mondial sur la nutrition infantile a réuni 250 participants (dont 60 % de femmes) provenant de 59 pays, dont une première dame, un vice-premier ministre, cinq ministres et deux sous-ministres élus ainsi que des représentants de l'Union africaine. Il a rassemblé des représentants des gouvernements, des praticiens et des membres de communautés à l'échelle nationale, provinciale et municipale, issus des secteurs de l'éducation, de l'agriculture, de la santé, de la sécurité sociale, de la planification et de la finance.

Le présent communiqué rappelle le thème du XVIII^e Forum : la mise en place de programmes de repas scolaires efficaces et durables.

Le Forum reconnaît que les programmes de repas scolaires contribuent à l'atteinte des objectifs de développement durable, en particulier les objectifs 1, 2, 3, 4, 5, 6, 8, 10 et 17, et souligne la nécessité que de tels programmes soient liés à des plans de développement internationaux, continentaux et nationaux.

Le Forum reconnaît la nécessité d'une approche multisectorielle et de la participation d'organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, de partenaires en développement, d'agences de l'ONU, de la société civile, d'universitaires, de chercheurs, du secteur privé, des médias et d'autres organismes.

¹ SDGs 1: No Poverty; 2: Zero Hunger; 3: Good Health and Well-Being; 4: Education; 5: Gender Equality; 6: Clean Water and Sanitation; 8: Decent Work and Economic Growth; 10: Reduce Inequalities; 17: Partnerships for the Goals. For more information see: <https://sustainabledevelopment.un.org/>



XIXth
**GLOBAL CHILD
NUTRITION FORUM**
• MONTREAL 2017 •

global child nutrition
FOUNDATION



Le Forum félicite l'Union africaine pour avoir implanté une coalition sur l'alimentation scolaire dans le cadre de sa stratégie continentale de l'éducation pour l'Afrique et reconnaît l'importance des réseaux mondiaux et régionaux tels que le réseau panafricain d'alimentation scolaire et nutrition, l'initiative d'alimentation scolaire et protection social du MENA, le Latin American réseau d'alimentation scolaire, les réseaux sud-asiatique et d'Asie du Sud-Est ainsi que le réseau mondial Scaling Up Nutrition. Le Forum souligne également l'importance des précieuses données factuelles fournies par des études comme celle sur l'alimentation scolaire durable basée sur la production locale en Afrique de l'Union africaine, celle sur les programmes de repas scolaires axés sur la nutrition en Amérique latine du PAM et autres études pertinentes.

Le XIX^e Forum mondial sur la nutrition infantile **reconnaît** les faits suivants :

1. Les gouvernements doivent considérer l'alimentation comme un droit humain fondamental;
2. Les gouvernements sont appelés à jouer un rôle clé pour garantir ce droit;
3. Une forte volonté politique, un solide leadership et une grande prise en charge des gouvernements sont nécessaires pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de tous les enfants, adolescents et jeunes, ainsi que l'implantation de programmes de repas scolaires intégrés et durables;
4. Les programmes de repas scolaires doivent être intégrés aux plans de développement nationaux ainsi qu'aux cadres juridiques et politiques, et aux programmes comme l'éducation, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la sécurité sociale, la santé, la nutrition et l'agriculture;
5. Les programmes de repas scolaires favorisent la parité et l'égalité des sexes;
6. Les programmes de repas scolaires et la nutrition des enfants, des adolescents et des jeunes doivent être intégrés aux budgets nationaux et devenir prioritaires;
7. Des stratégies de financement novatrices doivent être trouvées pour soutenir les programmes de repas scolaires;
8. Des capacités et une prise en charge adéquates réparties entre les gouvernements et les partenaires sont nécessaires pour être mis en œuvre à tous les niveaux pour la mise en œuvre efficace des programmes de repas scolaires;
9. Les programmes de repas scolaires intégrés et durables, les programmes scolaires axés sur la production locale en particulier, sont un investissement judicieux dans le capital humain; ils sont un moyen efficace de répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels des enfants, des



- adolescents et des jeunes², en plus de présenter de nombreux avantages pour l'éducation, la santé, la réduction de la pauvreté, les collectivités et le développement socioéconomique;
10. Une approche multisectorielle, une coordination et une gouvernance fortes sont nécessaires pour assurer la prise en charge et l'efficacité de mise en œuvre de programmes de repas scolaires;
 11. Les partenariats public-privé ont le potentiel et la responsabilité de renforcer les programmes de repas scolaires;
 12. Le développement de la petite enfance doit être intégré à la conception des programmes de repas scolaires dans les établissements préscolaires;
 13. L'éducation alimentaire et nutritionnelle doit être intégrée aux programmes de repas scolaires;
 14. Les programmes de repas scolaires sont plus efficaces lorsqu'ils sont fondés sur des données factuelles et qu'ils ont la capacité de traduire constamment les connaissances en implantation de mesures;
 15. Les plateformes de partage de connaissances efficaces, par l'apprentissage mutuel à l'échelle locale, régionale et mondiale, les programmes d'échange et les médias sont de la plus haute importance pour renforcer les programmes de repas scolaires;
 16. La coopération Sud-Sud est un moyen efficace de renforcer les programmes de repas scolaires.
 17. Les enfants des pays en conflit ou post conflit doivent faire l'objet d'une attention particulière.

Le Forum émet les recommandations suivantes :

1. Les gouvernements doivent élaborer ou améliorer les cadres juridiques en matière d'investissement en capital social ou humain et de responsabilisation sociale du secteur privé à l'égard des programmes de repas scolaires;
2. Les participants doivent promouvoir et défendre l'implantation de programmes de repas scolaires;
3. Les gouvernements doivent intégrer des programmes de repas scolaires à leurs politiques, stratégies et plans nationaux;
4. Les programmes de repas scolaires doivent être conçus de façon à prôner l'égalité entre les sexes;
5. Les budgets nationaux doivent fournir les ressources nécessaires aux programmes de repas scolaires;

² <http://www.un.org/esa/socdev/documents/youth/fact-sheets/youth-definition.pdf> Définition de la jeunesse selon les Nations Unies.



XIXth
**GLOBAL CHILD
NUTRITION FORUM**
• MONTREAL 2017 •

global child nutrition
FOUNDATION



Centre of Excellence
against Hunger



6. Les acteurs et partenaires participant aux programmes de repas scolaires doivent établir des points d'intérêt de départ pour élaborer une approche axée sur la nutrition et répondre efficacement aux besoins de la population ciblée;
7. Les programmes de repas scolaires doivent adopter des pratiques et stratégies écologiques et responsables sur le plan climatique, pour une viabilité à long terme;
8. De solides systèmes de surveillance et d'évaluation, qui fournissent des boucles de rétroaction régulières, doivent être conçus et implantés;
9. Les parties prenantes doivent élaborer des stratégies médiatiques et de communication dans le cadre de l'implantation des programmes de repas scolaires;
10. Des réseaux nationaux, régionaux et mondiaux doivent assurer la communication et la coordination entre les partenaires;
11. Les pays en conflit ou post conflit doit faire l'objet d'une attention particulière ;
12. Les pays participants doivent traduire les recommandations émises dans le présent communiqué en plans d'action appropriés et pertinents selon leurs contextes nationaux respectifs et rendre compte de leurs progrès au Forum de l'an prochain.